

# La dÃ©pense de protection de l'environnement

Dossier de la rÃ©daction de H2o  
January 2016

En 2013, l'ensemble des dÃ©penses consenties pour la protection de l'environnement par les mÃ©nages, les entreprises privÃ©es et les administrations publiques a reprÃ©sentÃ© 47,2 milliards d'euros, en progression de 1,8 % par rapport Ã 2012. La progression du coÃ»t de la gestion publique des dÃ©chets mÃ©nagers, la hausse des ventes de vÃhicules Ã©lectriques et l'augmentation de la proportion de biocarburants incorporÃ©s dans les carburants classiques contribuent Ã cette croissance. En ajoutant Ã cette dÃ©pense les thÃ©matiques relatives Ã la gestion des ressources, Ã savoir l'alimentation en eau potable et le secteur de la rÃ©cupÃ©ration, plus de 67 milliards d'euros sont dÃ©pensÃ©s en France dans le domaine de l'environnement. La chute des cours des matiÃ¨res premiÃ¨res a contribuÃ© Ã une baisse de la dÃ©pense dans le domaine de la rÃ©cupÃ©ration. En revanche, la dÃ©pense en faveur des Ã©nergies renouvelables est en hausse de 8,2 % en 2013, notamment dans la production hydraulique.

Entre 2000 et 2013, les dÃ©penses de protection de l'environnement et de gestion des ressources augmentent Ã un rythme plus Ã©levÃ© que celui du produit intÃ©rieur brut (PIB). Les pouvoirs publics ont contribuÃ© Ã cette dynamique de croissance des prÃ©occupations environnementales de la sociÃ©tÃ© par le biais de mesures incitatives (dispositif bonus/malus par exemple). De mÃªme, la rÃ©glementation a influÃ© sur la progression de la dÃ©pense en imposant en particulier une amÃ©lioration technique des procÃ©dÃ©s utilisÃ©s (collecte sÃ©lective des dÃ©chets, mise aux normes des stations d'Ã©puration...).

DÃ©pense nationales liÃ©es Ã l'environnement

Ã L'Ã©dition 2015 des comptes de l'environnement